



## Les fonctionnaires wallons ont pourtant assuré leurs missions pendant la pandémie.

### Le Dialogue social par le mépris !

Lors d'un Comité de négociation en avril 2020, les représentants du gouvernement wallon remerciaient les fonctionnaires wallons d'avoir assuré près de 90% des missions en pleine crise pandémique. Un an plus tard, force est de constater qu'au-delà des remerciements, il n'y a que du vent...

Pire, pendant la crise COVID, le gouvernement wallon a avancé sur une série de dossiers qui fâchent les syndicats, parmi lesquels la réactivation du certificat en management public ou la réorganisation des RH du Service public de Wallonie (SPW). Ne parlons même pas du refus d'octroyer une prime COVID de 15 euros (quinze !) par mois au personnel de terrain pour compenser quelque peu les frais supplémentaires engendrés...

Le dialogue social mis en exergue dans la Déclaration de Politique régionale (DPR) n'est que de la poudre aux yeux, une vraie fumisterie ! Tour d'horizon :

- ➔ **La convention sectorielle** : les syndicats ont rentré leurs cahiers revendicatifs en novembre 2019 (!). Depuis lors, les convoyeurs attendent. Pire, dans l'ébauche de projet envoyé par le GW le 27 mai dernier, on ne trouve des propositions que sur les points qui intéressent le politique (comme la mise en place de Directeurs contractuels). Les points des organisations syndicales sont évoqués sous forme de « réflexions à mener » ou d'intentions. On vous le disait : du vent !
- ➔ **Le budget base zéro (BBZ)** : après plusieurs années d'économies (10%, puis encore 5% d'économies sous les deux derniers gouvernements), les organismes wallons (UAP et SPW) sont à l'os. Le GW nous sort maintenant de son chapeau le BBZ géré par un consultant privé. Concrètement, cela signifie de nouvelles économies (on parle de 10 à 20% !) et des mesures inacceptables pour le personnel (mobilité forcée avec menace de licenciements pour les récalcitrants !).
- ➔ **La politique immobilière** : qui ne tient absolument pas compte des besoins et des attentes du personnel et qui n'est guidée que par les dogmes « bâtiments passifs » et « *New Way of Working* », les « fameuses » NWOW qui vont être généralisées sans aucune réflexion préalable. Résultats : des bâtiments mal aérés calculés au plus juste en termes de place disponible pour les travailleurs, sans fenêtres (quid de l'aération en cas de nouvelle pandémie ?) composés de plateaux impersonnels (idéal pour la diffusion d'un virus) où plus personne ne sait où il va travailler quand il arrive. Et en

sus, généralisation du télétravail avec toutes les conséquences déjà connues notamment sur la santé des travailleurs mais aussi le report de charges de l'employeur sur le travailleur. Le rêve à portée de clic, en somme...

Face à cette dérive, la CGSP interpellera et appellera ce jeudi 24 juin le Gouvernement wallon à une reprise d'un VRAI dialogue social, pas le faux semblant actuel.

Le premier test – le crash test ? – sera la Convention sectorielle. Les syndicats ont déjà remballé le premier projet. La CGSP va être très claire : elle exige désormais la mise en œuvre des anciennes conventions sectorielles, la réalisation de ses 3 priorités (élargissement du 119 quater, création d'un SELOR wallon et réactivation des services continus) et une mesure pécuniaire forte à l'instar de ce qui est proposé aux fonctionnaires de la Communauté française. Sans ces éléments, elle n'ira même pas à la table de négociation et déposera un préavis d'actions pour la rentrée.

L'été est souvent propice à la réflexion...

André GILLES  
Secrétaire général  
CGSP ADMI

Stéphane JAUMONET  
Secrétaire fédéral  
CGSP AMIO